

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.5

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert AEPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Convention d'utilisation de terminaux de verbalisation électronique (PVE)

Monsieur Michel THUILLIER, adjoint au Maire informe l'assemblée que pour des raisons d'efficacité, une démarche d'équipement de la Police Municipale Ollioulaise en terminaux pour la mise en œuvre de Procès Verbaux Electronique (PVE), est engagée.

Ce procédé dit de verbalisation électronique portée par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) vient remplacer le PV manuscrit sous forme de timbres amendes et évite de facto, la gestion d'une régie. Ce gain de temps doit favoriser la présence de la Police Municipale sur le territoire. Outre ce simple constat pratique, la gestion des infractions au stationnement sera facilitée.

Monsieur THUILLIER explique que grâce à des terminaux spécifiques les données sont télétransmises depuis le service de la Police Municipale au CNT de Rennes. Le titulaire de l'infraction est identifié et un avis de contravention lui est envoyé automatiquement par courrier pour recouvrement de l'amende.

Une convention annexée à la présente à signer avec le Préfet du Var agissant en qualité de représentant de l'ANTAI, vient formaliser la mise en œuvre de ce processus.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

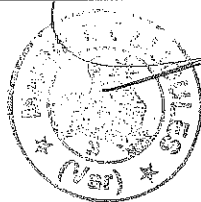
Vu le décret n° 2011-348 créant l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions,

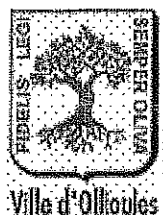
Considérant la volonté communale de procéder à la verbalisation électronique,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'acquisition de terminaux pour la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique.
2. APPROUVE la convention annexée à la présente délibération.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.
4. AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toute demande d'aides financières.
5. DIT que la dépense est prévue au BP 2016.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI





ANTAI
AGENCE NATIONALE
DE TRAITEMENT AUTOMATISE
DES INFRACTIONS

CONVENTION

Relative à la mise en œuvre du processus de la verbalisation électronique sur le territoire de la commune d'Ollioules.

En vertu du décret N° 2011-348 du 29 mars 2011 portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (Antai), celle-ci est chargée de la mise en œuvre de la verbalisation électronique et du traitement des messages d'infraction adressés par les collectivités territoriales.

Les parties à la convention

- Le préfet du département du Var qui agit au nom et pour le compte de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;
- Le maire de la commune d'Ollioules.

Article I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique sur le territoire de la commune d'Ollioules.

Article II : Engagements de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions s'engage à titre gracieux à :

- fournir, sur demande de la collectivité, le logiciel PVe pour PDA et tablette PC ainsi que le logiciel PVe pour ordinateur, aussi appelé application de gestion centrale (AGC) * ;
- fournir, sur demande de la collectivité, les documents de type guide d'utilisation du PVe pour les agents verbalisateurs et les chefs de service * ;
- fournir, sur demande de la collectivité, les modèles d'avis d'information * et de relevé d'infraction * ;
- fournir la liste des natures d'infraction (NatInf) prises en charge par le CNT ainsi que les mises à jour du logiciel PVe au moyen d'un procédé automatique ;
- traiter les messages d'infraction reçus par voie électronique au centre national de traitement (CNT) de Rennes ; éditer les avis de contravention (ACO) et tous les documents afférents, les affranchir et procéder à leur expédition ;
- recevoir et traiter les courriers en retour des contrevenants ;
- transmettre ces courriers à l'officier du ministère public (OMP) compétent et, le cas échéant, au juge de proximité ;
- archiver les documents relatifs aux avis de contravention ;

* par l'intermédiaire du préfet ou du prestataire de la collectivité territoriale, validé par l'Antai.

Article III : Engagements du préfet

Le préfet de département s'engage à :

- transmettre à la collectivité les « notes techniques de l'Antai » relatives à la verbalisation électronique prévues pour la mise en œuvre de la verbalisation électronique (éléments fournis par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions) ;
- fournir à la commune le modèle d'avis d'information (document à apposer sur le véhicule ayant fait l'objet d'une verbalisation) et de relevé d'infraction (document papier numéroté à utiliser pour relever, sur le terrain, les éléments de l'infraction avant de saisir le procès-verbal, au sein du service, dans l'AGC) ;

- informer l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions de la démarche de la collectivité territoriale en vue d'adopter la verbalisation électronique, en particulier après la signature de la présente convention ;
- effectuer le versement de la subvention prévue à l'article 3 de la LFR n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 (fonds d'amorçage) sur la base de la facture d'acquisition des terminaux par la commune et des informations de connexion au CNT transmises par l'Antai.

Article IV : Engagements du maire

Le maire s'engage à mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- acquérir les appareils nécessaires à la mise en œuvre de la verbalisation électronique, y compris leur maintenance et leur assistance technique ;
- mettre à disposition des agents verbalisateurs, des cartes à puce personnalisées avec le profil A05 et conformes aux exigences du Référentiel Général de Sécurité pour l'utilisation des PDA (voir annexe de sécurité) ;
- acquérir, le cas échéant, auprès d'un prestataire une station de transfert permettant d'assurer le transfert des messages d'infraction au CNT et l'identification par le CNT de l'origine des messages ;
- utiliser un dispositif de verbalisation électronique qui respecte l'intégrité de la chaîne de procédure pénale, c'est-à-dire un dispositif ayant fait l'objet d'une validation par l'Antai ;
- garantir que le dispositif mis en œuvre dans la commune ne porte pas atteinte à l'intégrité et la sécurité du CNT, c'est-à-dire d'utiliser un dispositif ayant fait l'objet d'une validation par l'Antai ;
- assurer la formation des policiers municipaux ainsi que leur enrôlement au sens de la sécurité des systèmes d'information ;
- transmettre au préfet de département une copie de la facture correspondant à l'acquisition des terminaux en vue de bénéficier du fonds d'amorçage prévu à l'article 3 de la LFR n° 2010-1658 du 29/12/2010.

Le maire s'engage à assumer les responsabilités suivantes :

- utiliser la connexion vers le CNT aux seules fins de la verbalisation électronique ;

- ne pas utiliser ce raccordement pour transmettre au CNT d'autres messages d'infractions (MIF) que ceux émis par les seuls services verbalisateurs de la commune, de l'intercommunalité ou le cas échéant des services de police municipale mutualisés avec une ou plusieurs communes ;
- assurer une responsabilité pleine et entière du contenu des messages d'infraction transmis au CNT (i.e. des informations d'infraction) ;
- ne pas tenter de modifier les éléments de sécurité relatifs à l'authentification d'origine de la connexion vers le CNT ou relatifs à la provenance des messages d'infraction relevés par la commune et transmis au CNT. En particulier, ne pas altérer ni modifier les certificats d'authentification et de signature fournis par le CNT et utilisés pour authentifier l'origine des MIF ainsi que l'origine de la connexion ;
- maintenir la connexion vers le CNT en état de fonctionnement (raccordement de télétransmission vers le CNT de type VPN sécurisé via internet) ;
- procéder régulièrement aux mises à jour (base NatInf et logiciel PVe le cas échéant) fournies par l'Antai selon un procédé automatique.

Fait à Ollioules le 21/03/2016

Le Préfet

Le Maire

Robert BENEVENTI

PJ : une annexe de 10 règles de sécurité des systèmes d'information dans le domaine de la verbalisation électronique.

AN T A I
AGENCE NATIONALE
DE TRAITEMENT AUTOMATISE
DES INFRACTIONS

Annexe sécurité

Ce document constitue l'annexe sécurité de la convention relative à la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique dans les collectivités territoriales.

Ce document rappelle au maire dix règles de bonnes pratiques de sécurité des systèmes d'information. La mise en œuvre de ces règles permet de respecter les différents engagements du maire, formalisés dans la présente convention. La gestion du PVe peut être déléguée à une personne désignée « personne en charge » dans ce document.

Ces règles ne constituent pas un ensemble exhaustif, mais permettent d'identifier les priorités de mise en œuvre.

Règles de sécurité des systèmes de verbalisation électronique :

- Seuls les agents habilités ont le droit de verbaliser à l'aide des terminaux de verbalisation électronique. Seuls ces agents doivent pouvoir accéder physiquement aux systèmes de verbalisation électronique (PDA, station de transfert, AGC, équipements réseau...) afin de les protéger contre le vol et le vandalisme.
- Chaque agent est équipé d'une carte à puce personnelle. Cette dernière doit être conforme aux exigences de l'administration française (Référentiel Général d'Interopérabilité et Référentiel Général de Sécurité) et notamment aux spécifications IAS-ECC, ainsi qu'au nouveau standard européen CEN TS 15480 (European Citizen Card). En outre, elle doit être électriquement et impérativement personnalisée avec le profil A05, seul profil permettant d'utiliser la carte au sein de l'AGC.

- En cas de fin de contrat d'un agent verbalisateur ou en cas de changement d'activité, l'ensemble des équipements de l'agent doivent être restitués. L'ensemble des droits et comptes associés à cet agent doivent être supprimés (révocation).
- La personne en charge doit s'assurer de la bonne exécution des missions confiées à un prestataire de service dans le cadre de la verbalisation électronique, notamment sur les aspects de sécurité des systèmes d'information, ainsi que sur la conformité légale et réglementaire des systèmes utilisés.
- En cas d'incident de sécurité majeur survenant dans la collectivité (panne totale, intrusion dans le système, vol de données, etc.), une déclaration d'incident rapide et formelle doit être effectuée auprès du prestataire de service. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être remonté par le prestataire de service à l'Antai.
- Il est fortement recommandé d'utiliser des équipements dédiés exclusivement à la verbalisation électronique. Si certains équipements sont mutualisés (réseau, station de transfert...), la personne en charge doit s'assurer de leur sécurisation, afin de ne pas dégrader le niveau de sécurité du CNT ni l'intégrité des données d'infraction.
- Les différents systèmes de verbalisation électronique doivent être équipés d'un antivirus et d'un antispyware maintenus à jour.
- La personne en charge doit s'assurer du respect des exigences de maintenance matérielle et logicielle des différents dispositifs utilisés pour la verbalisation électronique. Les systèmes d'exploitation, anti-virus, applicatifs et logiciels de verbalisation électronique doivent être maintenus à jour.
- L'accès aux systèmes d'exploitation des composants de verbalisation électronique doit être protégé par une authentification. Les sessions système doivent se verrouiller automatiquement en cas d'inactivité.
- Identifiants, certificats, cartes à puce doivent rester personnels et ne peuvent en aucun cas être prêtés. Les éléments secrets (code PIN, mot de passe) ne doivent en aucun cas être divulgués. Ils doivent immédiatement être modifiés en cas de soupçon de compromission ou de compromission effective.
- En cas de perte de support d'authentification (carte à puce), un signalement devra être effectué dans les plus brefs délais auprès du fournisseur de ce support. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être remonté par le prestataire de service à l'Antai.

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.6

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARFINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE : OUI</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Convention de partenariat entre la Ville et la Ligue Varoise de Prévention pour la préventions spécialisée et les correspondants de nuit – Exercice 2016

Monsieur Michel THUILLIER, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée l'étroit partenariat tissé maintenant depuis de nombreuses années avec la Ligue Varoise de Prévention (LVP) pour :

- la mise en place d'une équipe de correspondants de nuit sur la commune d'Ollioules,
- la mise en place d'une équipe de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles.

Monsieur THUILLIER précise que cette action s'inscrit totalement dans le cadre des stratégies territoriales de sécurité de la commune.

Ce partenariat, entièrement décrit sur ses moyens et ses ambitions dans la convention d'objectifs annexée, nécessite une participation communale annuelle de 66 564 € versée mensuellement (5 547 €/mois) et s'appuie sur un effectif fourni par la LVP de 5,01 ETP.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations communales actant du partenariat effectif tissé depuis de nombreuses années avec la LVP,

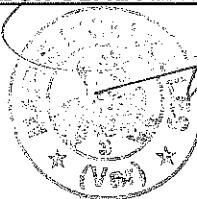
Considérant la volonté politique affirmée de la Ville de maintenir ce service de proximité,

Considérant le maintien de la participation financière sollicitée par la Ville,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention d'objectifs annexée entre la Ville et la LVP.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.
3. DIT que la dépense est prévue au BP 2016 compte 521/6574.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



Illegible text, likely a list of council members or administrative details.



CONVENTION D'OBJECTIFS 2016

VILLE D'OLLIOULES – ASSOCIATION LIGUE VAROISE DE PREVENTION

Entre

La **Ville d'Ollioules** représenté par son Maire, Robert BENEVENTI,
et désignée sous le terme « la Ville », agissant en vertu de la délibération n°..... du Conseil
Municipal du [jour-mois-année] d'une part,

Et

La **ligue varoise de prévention**, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège
social est situé, 68 avenue Victor Agostini, 83000 TOULON, représentée par sa Présidente
Josette Lagadec
et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,
N° SIRET :30112570400041

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'Association :

- de mettre en place une équipe de correspondants de nuit, désignée ci-après CDN, sur le territoire d'Ollioules,
 - de mettre en place une équipe de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles,
 - d'organiser des actions socio éducatives,
- Conforme à son objet statutaire.

La Ville, dans le cadre de ses stratégies territoriales de sécurité a décidé de participer financièrement au fonctionnement de la LVP.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir dans un cadre général d'une durée d'un ans les objectifs communs et engagements réciproques entre la Ville et l'Association.

Article 2 – Participation financière de la Ville d'Ollioules

2.1 Contribution financière

L'action de la LVP est réalisée dans le cadre d'un co-financement avec le Conseil Départemental et le Conseil Régional selon le budget prévisionnel ci-joint.

Pour soutenir l'Association dans l'exécution de ses missions, la Ville lui apporte une aide financière sous forme d'une subvention annuelle d'un montant de **66 564 euros**.

2.2 Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière sera attribuée mensuellement sur présentation d'une facture.
La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à : la LVP.

au compte : *Crédit Opératif Toulon*

Code établissement	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
42559	00036	51020012817	70

Article 3 – Actions de la Ligue Varoise de Prévention

Personnels affectés à l'action : 5.00 ETP :

**-2 ETP éducatif jour
-2.85 ETP éducatif nuit
-0.12 ETP encadrement
-0.03 ETP régulation / supervision**

Article 3-1 – Participation au titre des Correspondants de nuit

L'association s'engage à :

Assurer une présence sur l'ensemble du territoire de la Commune pour l'ensemble de la population.

L'action des CDN comprend :

- des actions de prévention et de médiation,
- des actions de veille résidentielles,
- des actions de veille sociale,
- la participation aux cellules de veille hebdomadaires du CLSPD, dans laquelle tous les intervenants du territoire se coordonnent et s'articulent dans une recherche de mieux vivre ensemble au plus près de la demande des habitants et de l'observation du terrain.
- des actions de partenariats avec le CCAS, les structures enfance et jeunesse de la ville, la MIAJ, l'ASE, les UTS.

Ces actions portent sur l'ensemble du territoire de la ville et s'adresse à l'ensemble des catégories de la population.

Les CDN respectent les règles déontologiques d'anonymat et de libre adhésion.

Les objectifs sont de :

- rassurer le public et faire diminuer le sentiment d'isolement et d'insécurité
- prévenir la délinquance et les incivilités
- protéger le cadre de vie du logement et les biens des personnes, par une présence dissuasive
- être relais de proximité, de complémentarité des intervenants sociaux de jour

Le temps de présence est fixé comme suit :

17h - 1h du lundi au samedi

Article 3-2 – Participation au titre de la prévention spécialisée

L'action des éducateurs spécialisés comprend :

- des actions tendant à permettre aux intéressés d'assurer leur propre prise en charge et leur insertion sociale,
- des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu,

- des actions d'animation socio-éducatives
- des actions de partenariats avec le CCAS, les structures enfance et jeunesse de la ville, la MIAJ, l'ASE, les UTS.

Cela dans le respect de la libre adhésion et de l'anonymat des jeunes, comme stipule la circulaire de 1972 de la direction générale de la santé relative aux clubs et équipes de prévention.

Cette action se situe sur les établissements scolaires en priorité mais aussi, en fonction des besoins identifiés en cellule de veille du CLSPD, sur différents secteurs de la commune.

La présence en cellule de veille hebdomadaire ou en en Cellule de citoyenneté et de tranquillité publique sera programmée en fonction des besoins.

Les objectifs sont tendre à permettre aux individus et aux familles d'assurer leur propre prise en charge et insertion sociale, réduire les difficultés et les risques de rupture avec leur propre milieu, et en prévenir les violences qui en découlent,

- Maintenir et développer le partenariat avec les établissements scolaires, en recherchant le développement des conventionnements en place, privilégiant le contact avec les jeunes, et dans les écoles, où le contact est articulé entre l'enfant, le professeur des écoles et les parents.
- Agir en développement local avec les moyens partenariaux de la prévention spécialisée, en favorisant l'intervention des acteurs sociaux auprès des habitants, et l'implication de ceux-ci dans le développement de leur quartier.
- Organiser des projets de séjours encadrés à l'intention de groupes comprenant des mineurs dans les périodes où leur présence et leur comportement peuvent être mal ressentis.
- Favoriser l'insertion des jeunes majeurs et des jeunes sans solution ni de formation ni d'emploi.
- Organiser des actions d'information, soutien et échange auprès des parents (PIFE : point information familles enfants)

Organiser des actions individuelles, collectives et partenariales, en travail de rue, au local situé aux HLM St Roch et en lien avec les partenaires à l'intention des habitants de quartiers définis par les stratégies territoriales de sécurité.

Le temps de présence est fixé comme suit :

Amplitude de 9h à 18h avec évolution suivant la saisonnalité.

Article 5 – Engagement de l'Association

Dans la mesure de ses possibilités et dans le cadre de ses missions, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à :

- réaliser les objectifs conformes à son objet social ;
- formuler sa demande de subvention
- prendre attache auprès du service communication de la Mairie d'Ollioules pour la validation des supports de communication et la présence du logotype de la Ville ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et fournir chaque année la copie des polices d'assurance ;

Article 6 – Evaluation

L'association s'engage à fournir chaque année, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.

La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné au Préambule, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément aux articles L. 2121-29, L. 3211-1 et L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales.

Article 7 – Contrôle de la Ville

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de l'utilisation de la subvention, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Ville, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

Article 8 – Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 – Durée de la convention et résiliation

La présente convention est consentie pour une durée d'un an.

Elle se renouvellera par tacite reconduction.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 11 - Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Toulon.

Fait à Ollioules, le

Pour l'Association
La Présidente

Pour la Ville
Le Maire

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.7

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Conventions entre le Ministère de la Justice, la Commune et l'Agence Nationale des Titres Sécurisés relatives aux échanges dématérialisés des données d'Etat Civil et aux modalités d'obtention, d'attribution et d'usage des cartes d'authentification et de signature

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune d'Ollioules, au diapason du nombre de communes de métropole, souhaite mettre en œuvre pour son service Etat Civil, les échanges dématérialisés des données d'Etat Civil avec les administrations, les établissements publics de l'Etat, les caisses et organismes gérant des régies de protection sociale ainsi que des notaires.

L'installation de ce processus s'appuie sur des solutions logicielles groupées sur une plateforme dite COMEDec (COMmunication Electronique des Données d'Etat Civil).

L'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) est le prestataire associé à cette démarche (article V) et s'oblige notamment à assurer le parfait fonctionnement de cette plateforme de routage des demandes de vérification.

Monsieur le Maire explique que la Ville, pour sa part non négligeable, devra traiter les demandes de vérification d'Etat Civil qui transiteront sur cette plateforme.

La démarche devra, dans son ensemble, répondre au double objectif d'efficacité dans le traitement des demandes et de sécurité des échanges confidentiels d'informations.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la Ville a été sollicitée pour installer sur son service Etat Civil la plateforme d'accès à COMEDec,

Considérant que les modalités d'obtention, d'attribution et d'usage des cartes d'authentification et de signature fournies par l'ANTS doivent être définies,

Considérant que cette démarche doit être favorablement arbitrée,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention entre le Ministère de la Justice, la commune et l'ANTS.
2. APPROUVE la convention entre la commune et l'ANTS.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à les signer.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**CONVENTION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LA COMMUNE ET L'AGENCE
NATIONALE DES TITRES SÉCURISÉS**
relative à l'adhésion de la commune aux échanges dématérialisés de données d'état civil

Commune de :

Département de :

Vu le décret n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Vu le décret n°2011-167 du 10 février 2011 instituant une procédure de vérification sécurisée des données à caractère personnel contenues dans les actes de l'état-civil,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux échanges par voie électronique des données à caractère personnel contenues dans les actes d'état civil.

Article I : Les parties à la convention

- Le maire de la commune mentionnée en titre,
- L'agence nationale des titres sécurisés, représentée par M. Xavier Brunstiere, Directeur de l'agence nationale des titres sécurisés,
- Le ministère de la justice, représenté par M. Eric Lucas, Secrétaire général.

Article II : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de traitement, par la commune, des demandes de vérification électronique d'état civil effectuées par les administrations, services et établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, les caisses et les organismes gérant des régimes de protection sociale ainsi que par les notaires prévues par le décret et l'arrêté cités ci-dessus.

L'instauration des échanges dématérialisés est rendue techniquement possible par la mise à disposition d'outils logiciels regroupés sous le terme générique de plateforme COMEDEC (COMmunication Electronique des Données d'Etat-Civil).

Article III : Périmètre des échanges dématérialisés

La signature de la présente convention engage la commune à répondre aux vérifications dématérialisées de données d'état civil pour les actes de naissance, de mariage et de décès et permettra aussi à cette dernière d'effectuer des demandes dès lors que ces services sont opérationnels.



Article VI : Obligations du maire

Le maire s'engage :

- à traiter ou à faire traiter par les agents des collectivités territoriales habilités les demandes de vérification d'état civil transmises par la plateforme COMEDEC,
- à traiter les demandes dans un délai compatible avec les délais de la démarche pour laquelle la commune est sollicitée et dans un délai maximum de 20 jours,
- à utiliser l'application Web-ADA (Application de Dématérialisation des Actes) mise à disposition par l'ANTS, s'il ne dispose pas d'un logiciel d'état civil compatible avec COMEDEC,
- à n'attribuer les droits de signature des réponses faites aux demandes de vérification et de saisie des actes qu'aux agents communaux titulaires d'une délégation d'officier d'état civil,
- à n'attribuer les droits de signature des demandes de vérification qu'aux agents communaux titulaires d'une délégation d'officier d'état civil et à n'utiliser cette fonctionnalité que dans les cas prévus par la loi,
- à informer l'ANTS des modifications administratives portant sur ses compétences en matière d'état civil (Changement de nom de la commune, fusions, séparations),
- à informer, dans les plus brefs délais, le service d'assistance de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés, dont les coordonnées figurent sur le site (<http://www.ants.gouv.fr>), de tout problème technique affectant la bonne mise en œuvre de la présente convention,
- à prévenir l'ANTS en cas de changement d'éditeur de logiciel d'état civil,
- à s'assurer, en amont d'un changement de version de son logiciel d'état civil, que celui-ci sera compatible avec COMEDEC et de demander la suspension de la convention auprès de l'ANTS dans le cas contraire.
- à retourner la présente convention accompagnée de son annexe dûment renseignée à l'ANTS, et signer « la convention relative à l'adhésion de la commune sur l'utilisation des cartes agents de l'ANTS » pour pouvoir être inscrite à COMEDEC.

Article VII : Prix des prestations

Les prestations entre ANTS et mairies et mentionnées dans l'article V et VI, sont fournies à titre gratuit.

Article VIII : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction et par période de 3 ans, à compter de la date de signature par les parties.

Chaque partie peut demander à tout moment la suspension et /ou la résiliation de la présente convention, sous réserve d'un préavis de 3 mois.

Le non-respect des obligations de chacune des parties est un motif de la suspension ou de la résiliation de l'abonnement de la commune au dispositif COMEDEC.

La suspension et la résiliation de la présente convention entraîne immédiatement la suspension de la convention CARTES.

ANNEXE 1 : La mairie et son système informatique

Tribunal de grande instance de rattachement	
Adresse de messagerie fonctionnelle du service d'état civil (A cette adresse seront envoyés les messages d'alertes concernant les demandes de vérification d'état civil)	

Taille du site

Nombre d'officiers d'état civil (hors élus)	
Nombre d'agents d'état civil	
Nombre de postes de travail utilisés dans le cadre de COMEDC	

**CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET L'AGENCE NATIONALE DES TITRES SECURISES
relative à l'adhésion de la commune aux modalités d'obtention, d'attribution et d'usage des
cartes d'authentification et de signature fournies par l'ANTS à la commune**

Commune de :

Département de :

Vu le décret n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'Agence nationale des titres sécurisés,

Vu le décret n°2011-167 du 10 février 2011 instituant une procédure de vérification sécurisée des données à caractère personnel contenues dans les actes de l'état-civil,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux échanges par voie électronique des données à caractère personnel contenues dans les actes d'état civil.

Les parties à la convention

- Le maire de la commune mentionnée en titre,
- L'Agence Nationale des Titres Sécurisés, représentée par M. Xavier Brunetière, Directeur de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés,

Article I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'obtention, d'attribution et d'usage des cartes d'authentification et de signature fournies par l'ANTS à la commune.

Article II : Cartes d'authentification et de signature

Les cartes d'authentification et de signature permettent aux acteurs habilités des collectivités territoriales de s'authentifier et de signer électroniquement.

La carte d'authentification et de signature remise au délégataire du maire ou au maire lui-même permet, de gérer la délivrance de ces cartes aux agents territoriaux concernés et les habilitations associées.

Le maire peut désigner un ou plusieurs délégataires pour prendre en charge la délivrance et la gestion des cartes d'authentification et de signature des agents territoriaux concernés.

Article III : Conditions d'obtention des cartes d'authentification et de signature

Pour obtenir la première carte d'authentification et de signature, la collectivité territoriale doit signer la présente convention.

La carte à puce est commandée, sur demande de l'ANTS, par la préfecture de rattachement sur la base des informations présentes dans cette convention.

Pour la remise de cette carte, la préfecture contacte le maire ou le délégataire désigné dans le formulaire en annexe.

- à mettre à jour les droits et les habilitations des agents territoriaux disposant d'une carte d'authentification et de signature au regard des délégations attribuées,
- à déclarer sans délai, via l'Internet, la perte ou le vol de sa carte d'authentification et de signature individuelle d'un délégataire ou d'un agent dès que le fait est porté à sa connaissance,
- à révoquer sans délais les cartes des agents qui n'assureraient plus les fonctions nécessitant l'usage de la carte (départ, changement de service ...).
- à informer, dans les plus brefs délais, le service d'assistance de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés, dont les coordonnées figurent sur le site (<http://www.ants.interieur.gouv.fr/>), de tout problème technique affectant la bonne mise en œuvre de la présente convention,
- à veiller au respect des bonnes pratiques de sécurité informatique et notamment celles relatives à l'utilisation des cartes d'authentification et de signature individuelles comme mentionné d'une part dans les Conditions Générales d'Utilisation des cartes agents des collectivités territoriales, et d'autre part, dans la Politique de Certification « Acteurs des Collectivités Territoriales ». (Cf. article VII)
- à nommer au moins un délégataire chargé de la gestion des cartes et des droits afférents si le maire ne remplit pas cette fonction lui-même,
- à retourner la présente convention accompagnée de ses annexes dûment renseignées à l'ANTS,
- à se doter des cartes d'authentification et de signature de l'ANTS et à les utiliser uniquement pour les usages et applications logicielles référencées par l'ANTS en annexe,
- à payer, le cas échéant, les frais afférents à ces cartes.

Article VII : Obligations de la collectivité territoriale en termes de sécurité

Les mesures de sécurité présentées dans le « Guide de sécurité des postes de travail en collectivités territoriales » (ci-après désigné « Guide SSI ») définissent le niveau minimum de sécurité que doivent respecter les postes de travail utilisés par la collectivité dans la délivrance des cartes aux agents.

En signant la présente convention, la commune s'engage :

- à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans le « Guide SSI » sur les postes de travail utilisés dans le cadre de la présente convention,
- à transmettre à l'ANTS le niveau actuel de sécurité de ces postes de travail en répondant aux questions proposées dans le « Guide SSI » tout en s'engageant sur l'exactitude des informations retournées (cf annexe 3- Guide SSI).
- à permettre au(x) prestataire(s) agréés par l'ANSSI (Agence nationale de sécurité des systèmes d'information) d'auditer les responsables de la gestion des cartes conformément au référentiel général de sécurité (<http://references.modernisation.gouv.fr/rgs-securite>).

L'ANTS se réserve le droit :

- de statuer sur l'intégration d'une collectivité territoriale pour l'utilisation des cartes d'authentification et de signature avec les applications présentes dans l'annuaire de l'ANTS.

ANNEXE 1 : Formulaire de désignation du responsable carte pour le projet COMEDec

La personne désignée dans ce formulaire portera la responsabilité des remises de carte au sein de la mairie et devra se déplacer personnellement en préfecture pour obtenir sa carte.

Le détenteur de carte, une fois sa carte activée, a la possibilité d'effectuer lui-même des demandes de cartes en ligne pour le maire, pour d'autres délégataires ainsi que pour les agents communaux. Les remises de ces cartes se feront alors en mairie.

• Site de rattachement

Code INSEE de la ville*		
Code SIRET de la mairie* (SIREN+NIC)		
Téléphone* (standard de la mairie)		
Adresse de messagerie* (A cette adresse seront envoyés les messages techniques relatifs à l'utilisation des logiciels de remises de carte)		

Adresse Postale de la mairie :

Nom du service* (exemple : service de l'état civil)	
Bâtiment	
Numéro et libellé voie*	
Mention spéciale	
Code postal et localité*	

ANNEXE 2 – Prix des prestations

Liste des prestations et des prix.

Applications	Prestations	Prix de la prestation
COMEDec	Fourniture d'une carte d'authentification et de signature ANTS aux officiers et agents de l'état civil ainsi qu'aux responsables cartes.	Gratuite, dans la limite d'une carte par officier et/ou agent d'état civil et par responsable cartes, par période de 6 ans, par collectivité.
COMEDec	Fourniture des lecteurs de cartes d'authentification et de signature ANTS.	Gratuit*, dans la limite d'un lecteur de carte par poste de travail du service état civil au moment de l'installation du service COMEDec et par poste de travail des responsables cartes.
COMEDec / CARTES	Fourniture d'une nouvelle carte d'authentification et de signature ANTS (remplacement suite à perte, vol, casse, perte de code PIN...) ou au-delà du contingent fixé précédemment.	30 euros HT par carte.
ACTES (Aide au Contrôle de légalité dématérialisé)	Utilisation d'une carte d'authentification ANTS délivrée aux officiers et agents de l'état civil dans le cadre de l'application COMEDec pour l'application ACTES.	L'ANTS autorise les officiers et agents de l'état civil utilisateurs de l'application COMEDec à utiliser leur carte nominative pour les transmissions à l'application ACTES. L'ANTS se réserve le droit de contrôler que les utilisateurs de l'application ACTES soient bien utilisateurs actifs de COMEDec.
ACTES (Aide au Contrôle de légalité dématérialisé)	Fourniture de lecteurs de cartes pour l'application ACTES.	L'ANTS ne fournit pas de lecteur de cartes dans le cadre de cette application. Les utilisateurs ACTES sont déjà dotés des lecteurs utilisés pour COMEDec.
SAIP (Système d'Alerte et d'Information des Populations)	Fourniture d'une carte d'authentification ANTS permettant l'accès à l'application SAIP.	L'ANTS fournit le Ministère de l'Intérieur en carte d'authentification et ne facture pas de frais supplémentaire à la commune.
SAIP (Système d'Alerte et d'Information des Populations)	Fourniture de lecteurs de cartes pour l'application SAIP.	L'ANTS ne fournit pas de lecteur de cartes dans le cadre de cette application.

* L'ANTS n'assure pas la maintenance et le renouvellement des lecteurs de cartes dont le coût varie entre 5 et 15 euros.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sécurité des Postes de Travail

Carte Acteurs de l'Administration de l'Etat

Carte Acteurs des Collectivités Territoriales

Les 9 mesures énoncées dans le présent document, permettent de vous prémunir contre les risques courants qui peuvent affecter le poste de travail utilisé pour les demandes de Cartes Agents. Elles ne prétendent pas avoir un caractère d'exhaustivité. Elles représentent cependant le socle minimum des règles à respecter pour protéger les informations que vous allez manipuler.

Ces recommandations sont en partie issues du guide « d'hygiène informatique » publiés par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI)¹. Ne pas les suivre vous expose à des risques d'incidents majeurs².

Chaque mesure décrite ci-dessous est complétée par un ou plusieurs points de contrôle. Ces points de contrôle simples et pragmatiques doivent vous permettre de déterminer si vous appliquez actuellement la mesure ou non. La première partie du document présente les règles propres au poste de travail et à sa configuration. La seconde partie se concentre sur les bonnes pratiques d'utilisation de ce poste de travail.

Dans la suite du document, le terme « poste de travail » désigne le poste informatique utilisé pour la commande et la gestion des Cartes Agents délivrées pour la collectivité territoriale. Un « administrateur » désigne la personne qui dispose des droits suffisants pour configurer/administrer le poste de travail.

ANTS - v.1.1

08/11/2012

¹ http://www.ssi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_hygiene_informatique_anssi.pdf

² En vertu des articles 323-1 à 323-7 du Code pénal applicable lorsqu'une infraction est commise sur le territoire français, les atteintes et les tentatives d'atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données sont sanctionnées, notamment l'accès et le maintien frauduleux, les modifications, les altérations et le piratage de données, etc. Les peines encourues varient de 1 à 3 ans d'emprisonnement assortis d'une amende allant de 15.000 à 225.000 euros pour les personnes morales.



Mesure 5 - Le poste de travail est protégé un pare-feu (firewall)

Un unique pare-feu logiciel (compatible avec l'antivirus installé sur le poste de travail) ou matériel doit protéger le poste de travail. Les systèmes d'exploitation Windows XP et Windows 7 sont déjà équipés d'un pare-feu compatible avec les antivirus actuels.

- ☐ Un unique pare-feu (matériel ou logiciel) protège le poste de travail

Mesure 6 - L'exécution automatique des clés USB doit être désactivée.

Les supports amovibles (clés USB, disques durs externes, téléphones portables, baladeurs numériques, ...) sont un moyen privilégié de propagation des codes malveillants et de fuite de données. L'administrateur du poste de travail doit donc interdire techniquement la connexion de ces supports amovibles sauf si c'est strictement nécessaire. Dans le cas contraire, l'exécution automatique (autoruns) depuis de tels supports doit être désactivée.

- ☐ Les supports amovibles de stockage ne peuvent être connectés sur le poste de travail

Mesure 7 - Limiter l'utilisation des technologies sans-fil

Les technologies sans fil (WiFi, Bluetooth, 3G) présentent de nombreuses failles de sécurité si elles sont mal configurées. L'usage de ces technologies doit être évité, au profit d'une connectivité filaire standard. Lorsque les technologies sans fil sont utilisées, les connexions doivent être sécurisées.

- ☐ Le poste de travail est connecté au réseau à l'aide d'un câble réseau standard
- ☐ Le clavier et la souris du poste de travail sont connectés à l'aide de fils

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.8

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BÉRVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>UNANIMITE :</u> OUI		
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Convention d'objectifs et de financement entre la Ville d'Ollioules et la Caisse d'Allocations Familiales du Var pour la structure multi accueil « La Charmerie »

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée que depuis de nombreuses années la Ville est partenaire de la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre du financement de notre établissement multi accueil petite enfance La Charmerie.

Un partenariat sous forme de convention d'objectifs et de financement est régulièrement réitéré pour notre structure à cet effet.

En l'espèce, la convention à signer avec la CAF qui agit en partenaire financier, consiste pour notre structure à prendre en compte les besoins des usagers et satisfaire aux obligations légales et réglementaires. La CAF pour sa part, s'engage avec la Ville au contrôle de l'activité et au suivi des engagements.

Monsieur JALLIFFIER-VERNE explique enfin que sur la base de cette relation contractuelle, la CAF, financeur, verse à la Ville une Prestation de Service Unique (PSU) qui correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le partenariat engagé depuis de nombreuses années avec la CAF pour notre structure d'accueil petite enfance « La Charmerie »,

Considérant la proposition de convention d'objectifs et de financement reçue courant jusqu'au 31.12.2019,

Considérant la sollicitation de la Ville pour le financement de sa structure par la PSU,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention d'objectifs et de financement annexée à la présente délibération.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



N° gestionnaire : 83090G02

Années d'exercice : 2016-2019

Equipement : LA CHARMERIE

n° Dossier : 2004836

[illegible]

ALLOCATIONS FAMILIALES

Caf
du Var

Etablissement d'accueil des jeunes enfants 0-6 ans.

L'objet de la convention

L'établissement considéré

**LA CHARMERIE
OLLIOULES**

Identifié sous le n° 2004836

Le versement de la prestation de service

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives produites au plus tard le **31 MARS de l'année qui suit l'année du droit (N)** examiné.

Acompte : un acompte limité à 70 % du droit prévisionnel est versé au cours de l'année N.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs, dans les délais impartis.

Ce qui peut entraîner :

- Un versement complémentaire,
- La mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fait l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caf.

L'absence de fourniture de justificatifs au **30 JUIN de l'année qui suit l'année du droit (N)** examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde.

Le taux de ressortissants du régime général applicable est déterminé sur la base des états de fréquentation communiqués par le gestionnaire pour le calcul annuel du droit à la prestation de service ordinaire.

Les engagements du gestionnaire

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1^{er} septembre 2015 et annexée à la présente convention.

Le suivi des engagements et évaluation des actions

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements dans le cadre des bilans du Contrat Enfance Jeunesse.

Le Portail Caf partenaires est un nouvel outil qui permet la télédéclaration des données d'activités et financières, prévisionnelles, actualisées et réelles, nécessaires au traitement des droits Psu.

Le portail Caf Partenaires

Le Portail Caf partenaires qui permet la saisie et la transmission des données en fonction de trois profils habilités correspondant à trois rôles :

PROFILS	DEFINITION DES PROFILS
« Fournisseur des données d'activités »	Permet la saisie des données relatives à l'activité de votre équipement (heures facturées – heures payées...)
« Fournisseur des données financières »	Permet la saisie des données financières de votre équipement (budget prévisionnel – compte de résultat)
« Approbateur »	Valide les éléments saisis par les deux précédents profils et transmet ces éléments à la Caf

Par établissement d'accueil du jeune enfant :

- Une même personne peut se voir attribuer un ou plusieurs profils,
- Un même profil ne peut être attribué à plusieurs personnes.

L'accès au service portail Caf Partenaires

L'utilisation des services n'est autorisée qu'aux personnes expressément habilitées.

La Caf délivre les habilitations d'accès aux agents nommément désignés pour lesquels une demande écrite a été effectuée par le gestionnaire, dans le respect de leurs attributions.

L'accès s'effectue à partir d'un ordinateur, via un navigateur internet, au travers du portail des Caisses d'allocations familiales, en utilisant l'adresse suivante :

<http://services.caf.fr>

La mise en œuvre de la procédure sécurisée d'accès donne lieu, pour chaque agent partenaire, à l'envoi à son adresse de messagerie individuelle, d'un code utilisateur unique et d'un mot de passe qui doit être modifié lors de la première connexion et renouvelé régulièrement.

Il est rappelé que le code utilisateur et le mot de passe sont individuels et ne doivent en aucun cas être confiés à d'autres utilisateurs.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, il ne faut donc pas d'adresse mail de type « Boîte aux lettres partagée » qui est accessible par plusieurs personnes.

La liste des personnes habilitées est jointe en annexe 1 du présent avenant.

Sécurité et responsabilité du portail Caf Partenaires

Le partenaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- **Prendre toutes mesures de sécurité**, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations traitées
- **Respecter et à faire respecter par son personnel les règles régissant le secret professionnel** : non utilisation des informations accédées à titre personnel, non divulgation des informations à d'autres personnes qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ; (article 226-13 du code pénal)
- **Assurer toutes mesures de sécurité physiques** (accès aux locaux et matériels) et logistiques, afin d'empêcher que des tiers non autorisés aient accès aux informations
- **Interdire l'utilisation de l'offre de service par une personne non expressément habilitée**
- **S'assurer que des dispositions de prévention de l'intrusion ont bien été mises en œuvre**
- **Veiller à l'installation et à la mise à jour régulière des dispositifs antiviraux et anti-spams des stations accédant au service.**

Toutes les connexions ou tentatives de connexion font l'objet d'un enregistrement.

Un contrôle des connexions peut être réalisé. Les anomalies rencontrées sont notifiées au partenaire.

Ce dernier s'engage à apporter à la Caf de Toulon toutes justifications ou explications sollicitées, sous un délai de 15 jours.

En cas de non utilisation des codes d'accès pendant un délai de 45 jours, les identifiants d'accès au service sont automatiquement bloqués.

En cas d'incidents de sécurité (perte ou vol des mots de passe, utilisation frauduleuse d'information), le partenaire s'engage à informer immédiatement la Caf de Toulon qui prend les mesures nécessaires comme défini dans sa politique de sécurité.

Le partenaire s'engage à informer la Caf de Toulon de tout changement ou fin de mission d'un de ses agents habilités, sous un délai de 15 jours.

En cas de changement du nom de l'approbateur, une modification de l'annexe 1 est nécessaire.

S'il s'agit uniquement d'un changement du nom du fournisseur de données d'activités ou du fournisseur de données financières, il suffira d'en informer la Caf.

La Caf se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

Non-respect des obligations

En cas de non-respect de l'une des présentes dispositions, la Caf de Toulon se réserve la faculté de mettre un terme immédiatement au présent avenant et d'engager en outre les actions nécessaires

La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du :

01 JANVIER 2016 au 31 DECEMBRE 2019

☒ En cochant cette case, « le gestionnaire » reconnaît avoir pris connaissance des éléments constitutifs de la présente convention :

- Les modalités ci-dessus,
- Les « conditions particulières prestation de service » en leur version d'avril 2014,
- Les « conditions générales prestation de service ordinaire » en leur version de juin 2013,
- Et « le gestionnaire » les accepte.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des cosignataires.

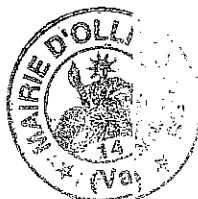
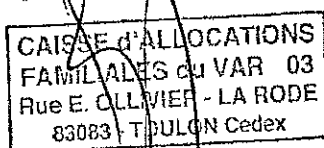
Fait à Toulon, le 04/02/2016 en 2 exemplaires

La Caisse d'allocations familiales du Var

Le Gestionnaire

Pascal MANEVAL - GUIBERT, Directrice

Nom du Représentant Légal et Qualité





ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e), ROBERT BÉNÉVENTI MAIRE
Représentant légal de : Mairie D'OLIVIERES

Certifie sur l'honneur qu'aucun changement n'est intervenu sur les pièces justificatives suivantes :

- ✓ Statuts
- ✓ Siret
- ✓ RIB
- ✓ Déclaration en préfecture pour les associations
- ✓ Arrêté Préfectoral pour les Collectivités Locales
- ✓ Immatriculation au registre national pour les Mutuelles
- ✓ Election pour les Comités d'Entreprise
- ✓ Agrément
- ✓ Autorisation de fonctionnement

*(En cas de modification, je m'engage à transmettre
à la Caisse d'Allocations Familiales les pièces justificatives actualisées)*

Fait à : OLIVIERES

Le : 16 / 02 / 2016

Nom et qualité du signataire

Cachet

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.9

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIEL, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

VOTE :

UNANIMITE : OUI

POUR :

CONTRE(S) :

ABSTENTION(S) :

BLANC(S) :

**OBJET : Convention APL conclue avec l'Etat pour la création d'un
logement locatif social sis 11 rue Romain Rolland à Ollioules**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la Commune va engager des travaux de réhabilitation dans le logement communal sis 11 rue Romain Rolland à Ollioules. Ce nouveau logement créé entre dans le cadre de la politique de conventionnement de logements communaux initiée par la Commune, par délibération n° 04/02/2.1 du 16 février 2004, afin de satisfaire à l'article 55 de la loi S.R.U.

Selon l'étude menée par le PACT ARIM du VAR, le logement nécessite des travaux de mises aux normes d'habitabilité afin que ce dernier soit conforme aux exigences des services de l'Etat et réponde aux besoins en logement sociaux répertoriés sur la Commune. Le démarrage des travaux est envisagé pour le 2^{ème} trimestre 2016.

Afin de permettre à la Commune de contracter une subvention avec l'Etat dans le cadre de la réhabilitation du logement et afin de permettre au futur locataire de contracter avec la Commune un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement, une convention APL est conclue entre l'Etat et la Commune d'Ollioules.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

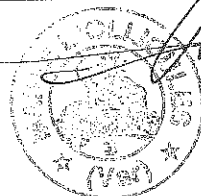
VU le Code de la construction et de l'Habitation et notamment les articles L.351-2 et suivants, L.353-1 à L.353-12 et L.353-20,

CONSIDERANT la convention APL entre l'Etat et la Commune d'Ollioules pour la création d'un logement locatif social, de type T3, sis 11 rue Romain Rolland à Ollioules,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec l'Etat la convention APL annexée à la présente concernant le logement sis 11 rue Romain Rolland à Ollioules.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à établir et signer, dès l'achèvement des travaux de réhabilitation, un bail à loyer d'un logement conventionné éligible à l'Aide Personnalisée au Logement avec le futur locataire.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.11.b

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDEAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascal COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Demande de subvention au Conseil Départemental du Var
pour la dépose, les mesures conservatoires d'urgence et les
études préalables pour 5 œuvres d'art en vue de leur restauration

Madame Monique MACIA, Adjointe au Maire, informe l'assemblée de la nécessité de préserver 5 œuvres remarquables inscrites aux monuments historiques, aujourd'hui en très mauvais état de conservation dans la chapelle haute de l'Eglise Saint Laurent.

Afin de rendre accessible au public ses huiles sur toiles « Assomption de la Vierge », « Descente de Croix », « Education de la vierge » « Martyre de saint Laurent » et « Noli me tangere », des traitements de conservation et de restauration devront être réalisés selon un cahier des charges réalisé avec l'aide du Centre Interdisciplinaire de Conservation et de Restauration du Patrimoine.

Avant d'engager les opérations de restauration, la Commune devra au préalable faire réaliser par des restaurateurs agréés diverses opérations pour déposer et transporter les œuvres

A cet effet, la Ville d'Ollioules de préserver ses œuvres, il est sollicité auprès du Conseil Départemental du Var une aide financière de 3 840 € selon le plan de financement suivant :

Conseil Départemental du Var	3 840,00 €
DRAC PACA	3 290,00 €
<u>Ville d'Ollioules</u>	<u>3 835,95 €</u>
Total HT	10 965,95 €
Total TTC	13 159,14 €

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. SOLLICITE le Conseil Départemental du Var pour l'octroi d'une aide financière d'un montant de 3.840 € pour la dépose, les mesures conservatoires d'urgence et les études préalables pour 5 œuvres en vue de leur restauration.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de subvention et à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



[Handwritten signature of Robert Beneventi]

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.12.a

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESE, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BÉRVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>		<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) :</u>	

OBJET : Fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local : Etudes préalables et programmation relatives à la construction en centre-ville d'un parking de 400 places, d'une salle polyvalente et d'une salle de cinéma

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par courrier du 10 février 2016, la Préfecture du Var informe la ville d'Ollioules de la mise en œuvre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local créé sur le fondement de l'article 159 de la loi de finances de 2016.

Considérant les opérations éligibles au financement des enveloppes régionales instituées, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière pour l'opération dite « études et programmation relatives à la construction en centre-ville d'un parking de 400 places, d'une salle polyvalente et d'une salle de cinéma ».

Afin de satisfaire les besoins émergents de la population ollioulaise actuelle et à venir, il apparaît nécessaire de construire en centre-ville un parking en silo visant à créer 400 places afin de satisfaire le stationnement résidentiel et pendulaire ainsi qu'une salle polyvalente pour accueillir de nombreuses programmations dans des conditions d'accessibilité idéales et une salle de cinéma dans la recherche d'une offre de proximité non concurrentielle de l'offre cinématographique de l'agglomération.

Le coût total de l'étude et de la programmation s'élève à 300 000 € H.T. Une aide financière d'un montant de 150 000 € est sollicitée auprès de la Préfecture du Var au titre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local et selon le plan de financement suivant :

Fonds exceptionnel de soutien	150 000 €
Ville d'Ollioules	150 000 €
Total HT	300 000 €
Total TTC	360 000 €

L'ASSEMBLEE,

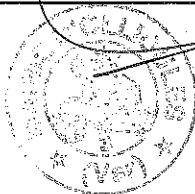
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le courrier en date du 10 février 2016 adressé par la Préfecture du Var relatif à la mise en œuvre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local créé sur le fondement de l'article 159 de la loi de finances de 2016,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande de fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local 2016 pour l'opération dite « études et programmation relatives à la construction en centre-ville d'un parking de 400 places, d'une salle polyvalente et d'une salle de cinéma ».
2. AUTORISE Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de subvention et à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.12.b

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARFINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local : acquisition et réhabilitation de l'immeuble sis 39 rue Nationale à Ollioules pour la création d'un commerce

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par courrier du 10 février 2016, la Préfecture du Var informe la ville d'Ollioules de la mise en œuvre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local créé sur le fondement de l'article 159 de la loi de finances de 2016.

Considérant les opérations éligibles au financement des enveloppes régionales instituées, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière pour l'opération dite « acquisition et la réhabilitation de l'immeuble sis 39 rue Nationale à Ollioules pour la création d'un commerce ».

L'acquisition et la réhabilitation de l'immeuble permettront l'installation d'un nouveau commerce indépendant afin de soutenir et promouvoir des commerces artisanaux de qualité en centre-ville. Par cette initiative, la Ville d'Ollioules joue un rôle essentiel dans la sauvegarde et la dynamisation du commerce de proximité pour accroître l'attractivité de la Commune.

Considérant la vétusté générale de l'immeuble et le besoin de proposer une nouvelle distribution pour la création d'un commerce en rez-de-chaussée et des laboratoires au 1^{er} et

au 2^{ème} étage, la Commune va engager d'importants travaux de réhabilitation et de mises aux normes.

Le coût total de l'opération (acquisition et réhabilitation) s'élève à 548 322,22 € H.T. Une aide financière d'un montant de 200 000 € est sollicitée auprès de la Préfecture du Var au titre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local et selon le plan de financement suivant :

Fonds exceptionnel de soutien	200 000,00 €
DETR	152 000,00 €
<u>Ville d'Ollioules</u>	<u>196 322,22 €</u>
Total HT	548 322,22 €
Total TTC	657 986,66 €

L'ASSEMBLEE,

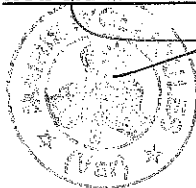
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le courrier en date du 10 février 2016 adressé par la Préfecture du Var relatif à la mise en œuvre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local créé sur le fondement de l'article 159 de la loi de finances de 2016.

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande de fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local 2016 pour l'opération dite « acquisition et la réhabilitation de l'immeuble sis 39 rue Nationale à Ollioules pour la création d'un commerce ».
2. AUTORISE Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de subvention et à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.12.c

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local : acquisition et réhabilitation de l'immeuble sis 1 rue Marceau à Ollioules pour la création de 3 logements locatifs sociaux

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par courrier du 10 février 2016, la Préfecture du Var a informé la ville d'Ollioules de la mise en œuvre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local créé sur le fondement de l'article 159 de la loi de finances de 2016.

Considérant les opérations éligibles au financement des enveloppes régionales instituées, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière pour l'opération dite « acquisition et réhabilitation de l'immeuble sis 1 rue Marceau à Ollioules pour la création de 3 logements locatifs sociaux ».

L'acquisition et la réhabilitation de l'immeuble permettront la création de logements sociaux (1 PLAI et 2 PLUS) conventionnés avec l'Etat afin de répondre toujours plus aux exigences de l'article 55 de la loi SRU et aux besoins en logements sociaux répertoriés sur la Commune. Considérant la vétusté générale de l'immeuble et le besoin de proposer une nouvelle distribution des logements existants afin de réaliser des logements conformes aux exigences de l'Etat, la Commune va engager d'importants travaux de réhabilitation et de mises aux normes.

Le coût total de l'opération (acquisition et réhabilitation) s'élève à 717 990,44 € H.T. Une aide financière d'un montant de 200 000 € est sollicitée auprès de la Préfecture du Var au titre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local et selon le plan de financement suivant :

Fonds exceptionnel de soutien	200 000,00 €
DETR	152 000,00 €
Communauté d'agglomération TPM	9 000,00 €
Conseil régional PACA	45 000,00 €
Etat	19 200,00 €
Emprunt	100 000,00 €
<u>Ville d'Ollioules</u>	<u>192 790,44 €</u>
Total HT	717 990,44 €
Total TTC	736 916,30 €

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le courrier en date du 10 février 2016 adressé par la Préfecture du Var relatif à la mise en œuvre d'un fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local créé sur le fondement de l'article 159 de la loi de finances de 2016,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande de fonds exceptionnel de soutien à l'investissement public local 2016 pour l'opération dite « acquisition et réhabilitation de l'immeuble sis 1 rue Marceau à Ollioules pour la création de 3 logements locatifs sociaux ».
2. AUTORISE Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de subvention et à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.13.a

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Demande de subvention au Conseil Départemental du Var
pour la réhabilitation de 2 logements sis 12 rue Marceau et 2 rue
Branly à Ollioules - programme d'investissement 2016

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Commune sollicite le Conseil Départemental du Var pour son programme d'investissement 2016 avec l'opération de réhabilitation des 2 logements sis 12 rue Marceau et 2 rue Branly sis à Ollioules.

A travers cette réhabilitation, la Ville d'Ollioules, assistée d'un cabinet de maîtrise d'œuvre spécialisé, la Cabinet Wood, va réorganiser et adapter au confort d'aujourd'hui et aux diverses mises aux normes le logement situé au 1^{er} étage du 12 rue Marceau (bâtiment datant du XIV^{ème} siècle) et le logement situé au 1^{er} étage du 2 rue Branly (demeure bourgeoise datant du XIX^{ème} siècle) afin de conserver et mettre en valeur les éléments remarquables s'y trouvant (fenêtres à meneaux, décorations de stuc, tomates provençales) pour réaliser des locations touristiques de standing.

Le coût global de cette opération (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôle technique et SPS) est de 256.349,89 € H.T. A cet effet, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière auprès du Conseil Départemental du Var selon le plan de financement suivant :

Conseil Départemental du Var	130.000,00 €
Conseil Régional PACA	75.000,00 €
Ville d'Ollioules	51.349,89 €
Total HT	256.349,89 €

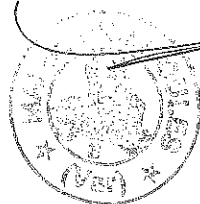
L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. SOLLICITE le Conseil Départemental du Var pour l'octroi d'une aide financière d'un montant de 130.000 € au titre de son programme d'investissement 2016.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de subvention et à signer tous documents relatifs.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.13.b

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>	
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
	<u>BLANC(S) :</u>

**OBJET : Demande de subvention au Conseil Régional PACA pour la
réhabilitation de 2 logements sis 12 rue Marceau et 2 rue Branly à
Ollioules - programme d'investissement 2016**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Commune sollicite le Conseil Régional « Provence Alpes Côte d'Azur » pour l'opération concernant la réhabilitation des logements sis 12 rue Marceau et 2 rue Branly sis à Ollioules pour ses spécificités culturelles et patrimoniales.

A travers cette réhabilitation, la Ville d'Ollioules, assistée d'un cabinet de maîtrise d'œuvre spécialisé, le Cabinet Wood, va réorganiser et adapter au confort d'aujourd'hui et aux diverses mises aux normes le logement situé au 1^{er} étage du 12 rue Marceau (bâtiment datant du XIV^{ème} siècle) et le logement situé au 1^{er} étage du 2 rue Branly (demeure bourgeoise datant du XIX^{ème} siècle) afin de conserver et mettre en valeur les éléments remarquables s'y trouvant (fenêtres à meneaux, décorations de stuc, tommettes provençales) pour réaliser des locations touristiques de standing.

Le coût global de cette opération (maîtrise d'œuvre, travaux, contrôle technique et SPS) est de 256.349,89 € H.T. A cet effet, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière auprès du Conseil Régional « Provence Alpes Côte d'Azur » selon le plan de financement suivant :

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.14

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLE, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien RÖCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

VOTE :

UNANIMITE : OUI

POUR :

CONTRE(S) :

ABSTENTION(S) :

BLANC(S) :

**OBJET : Désignation des membres de droit de la commune au sein
de l'association « Centre National de Création et de Diffusion
Culturelle » de Châteauvallon – Nouvelle délibération**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération n° 14/04/29 du 7 avril 2014, il a été procédé à la désignation de 2 élus de la commune au « Centre National de Création et de Diffusion Culturelle » de Châteauvallon (CNCDC), à savoir Monsieur Robert BENEVENTI et Madame Annick BUISSON-ETIENNE.

Monsieur le Maire, en sa qualité de Conseiller Régional, est désormais à ce titre, membre de droit du conseil d'administration du CNCDC. Dès lors, il convient de désigner au scrutin public (à main levée) 2 élus du groupe majoritaire.

Monsieur le Maire propose :

Madame Monique MACIA
Madame Annick BUISSON-ETIENNE

Il n'y a pas d'autres candidats.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

DESIGNE : Madame Monique MACIA
Madame Annick BUISSON-ETIENNE
qui obtiennent 32 voix sur 32 votants.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 16/03/4.15

SEANCE DU 21 MARS 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE VINGT ET UN MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	2	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX,
Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Florence GARRONE,
Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI,
Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI,
Katell LE BLEIZ, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-
Pierre LENAERTS, Raymond HAMONEAU, Nicole BERVAS.

REPRESENTE(S) :

Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI.

ABSENT(S) :

Gérald LERDA.

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Nouveau règlement intérieur des marchés forains de la commune

Monsieur Michel THUILLIER, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée que par délibération du 22 septembre 2003 modifiée par avenant n° 1 du 28 septembre 2009, la commune a institué un règlement des marchés forains se tenant les jeudis et samedis, place Jean Jaurès.

Monsieur THUILLIER explique qu'au regard du retour d'expérience relatif à l'organisation et la gestion de ce marché, il convient de procéder à une nouvelle écriture de son règlement.

Les modifications majeures concernent essentiellement :

- la définition même du marché (article 1) pour lequel sont adaptés les horaires d'installation et de départ ...
- les attributions des emplacements (articles 2 & 3) qui sont de la stricte autorité du Maire (choix, appréciation, ...)
- la production précisée d'attestations d'assurances (article 8)
- le strict respect des conditions d'hygiène et de propreté du marché (article 18)
- la tarification (article 20)
- le rôle de la commission mixte des marchés.

Monsieur THUILLIER précise que ce règlement a pour objectif de garantir la parfaite tenue du marché pour l'ensemble des parties : les forains, les clients et l'administration, responsable du

domaine public. Une évaluation sera faite sous 3 mois pour mesurer les points forts et les points faibles et prévoir une adaptation éventuelle.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 03/09/4.4 du 22 septembre 2003,

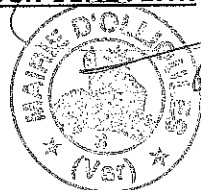
Vu l'avenant règlement des marchés forains du 28 septembre 2009,

Considérant la volonté de la commune d'une gestion optimale de ses marchés des jeudis et samedis,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ANNULE les règlements précédents.
2. APPROUVE le nouveau règlement des marchés applicable dès réception en Préfecture.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toute disposition d'application de ce règlement.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI





**REGLEMENT DU MARCHE
HEBDOMADAIRE**

(JEUDI-SAMEDI)

VILLE D'OLLIIOULES

DEPARTEMENT DU VAR

b). Ordre des priorités d'attribution

1. Les emplacements vacants sont attribués en priorité à l'usager déjà « abonné », le plus ancien, sous réserve que la nature de ses produits vendus ne soit pas identique à celles des voisins immédiats et de celui d'en face.

L'attribution des emplacements sur le marché s'effectue en fonction du commerce exercé, des besoins du marché, de l'assiduité de fréquentation du marché par les professionnels y exerçant déjà et du rang d'inscription des demandes.

Toutefois le maire peut attribuer en priorité un emplacement à un commerçant exerçant une activité qui ne serait plus représenté sur le marché ou de manière insuffisante.

Tout changement d'activité doit être signalé au maire.

Il ne peut être attribué qu'un emplacement par entreprise.

En cas de changement de place « l'abonné » adresse une demande par écrit à Monsieur le Maire.

2. Si aucun abonné ne sollicite un emplacement vacant, il sera attribué au demandeur non abonné, en fonction des articles vendus, eu égard aux voisins immédiats et de l'ancienneté, le cachet de la Poste et l'accusé de réception de la Mairie faisant foi.

ARTICLE 3 - De la gestion des attributions d'emplacements

Les places devenues vacantes doivent être affichées sur les lieux du marché.

Toute personne qui souhaite obtenir une attribution d'emplacement à la journée (dite « place de volant ») doit en faire la demande verbalement au préposé au placement en lui présentant spontanément ses documents d'activités non sédentaires, sous peine de se mettre en infraction avec le présent arrêté.

Il est interdit au préposé au placement d'attribuer un emplacement à toute personne qui lui en fait la demande sans lui montrer spontanément ses documents d'activités non sédentaires sous peine de se mettre en infraction avec le présent arrêté.

Tout privilège accordé à une catégorie de professionnels pour quelque motif que ce soit, y compris lié au caractère périssable de la marchandise ou au fait qu'ils soient résidents de la commune, est illégal.

De même, un seul marchand de matelas sera toléré à condition qu'il enlève les matelas usagers.

Par ailleurs, en raison du nombre conséquent de marchands de primeurs, il ne sera admis la présence de primeurs saisonniers.

Enfin, afin de respecter les règles sanitaires, les marchands de bonbons avec animaux seront mis l'écart.

Lorsque tous les emplacements sont occupés par des abonnés, seules les places des abonnés absents sont attribuées aux passagers conformément au règlement des marchés.

Assiduité : n'altère pas son assiduité l'abonné qui s'absente pendant cinq semaines de congés par an. Mais il a obligation d'en déposer les dates à la Mairie. Celle-ci peut attribuer cette place vacante à la journée (volant)

En cas de maladie attestée par un certificat médical, le titulaire d'un emplacement conserve ses droits.

Il ne peut se faire remplacer que par son conjoint s'il est titulaire de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires en qualité de conjoint ou salarié au même titre qu'un vendeur salarié de son entreprise.

En cas de 3 absences annuelles non motivées, le titulaire d'un emplacement perdra son droit d'abonné.

L'attribution d'un emplacement est un acte administratif de Monsieur le Maire qui confère un droit personnel d'occupation du domaine public.

Le titulaire de ce droit personnel n'a pas compétence pour attribuer ce droit à une tierce personne.

Ce droit personnel d'occupation est conféré à titre précaire et révocable, il ne constitue aucunement un droit de propriété foncier, corporel ou incorporel.

Il peut être mis fin à tout moment pour un motif tiré de l'intérêt général. Le retrait de l'autorisation d'occupation d'un emplacement pourra être prononcé par le maire, notamment en cas de :

- Défaut d'occupation de l'emplacement même si le droit de place a été payé sauf motif légitime justifié par un document.
- Infractions habituelles et répétées aux dispositions du présent règlement, ces infractions ayant fait l'objet d'un avertissement et, le cas échéant d'un PV de contravention
- Comportement troublant la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique.

Attention, la longueur de l'emplacement ne peut être modifié sans accord préalable de l'administration communale.

En cas d'abandon, par son titulaire ou cessation d'activités, sont prioritaires pour l'attribution de cet emplacement le conjoint et les descendants directs.

Les associés ne peuvent prétendre à aucune priorité, ni à aucun droit sur celui dont bénéficiait le titulaire, même s'ils détiennent la majorité des parts sociales ou des actions.

L'autorisation n'est valable que pour un seul emplacement. Un professionnel et/ou son conjoint collaborateur ne peuvent avoir qu'un seul emplacement sur le même marché. Aucune dérogation ne sera accordée.

ARTICLE 4 – De l'exercice de l'activité par un commerçant sédentaire

Le commerçant de la commune qui souhaite étendre son activité sur le marché de la commune doit faire une adjonction d'activités non sédentaires à son registre de commerce sédentaire.

Il lui sera interdit de prêter ou donner à un autre commerçant à titre gratuit ou onéreux, même exceptionnellement l'emplacement qu'il devrait occuper personnellement.

L'emplacement ne pourra être attribué que sous le régime de l'abonnement avec les charges qui s'y rattachent.

Un commerçant non sédentaire déjà abonné ne peut être légalement déplacé à la demande d'un commerçant sédentaire, même s'il est placé devant sa boutique.

ARTICLE 5 - Déplacement du marché

En cas de déplacement définitif du marché, celui-ci ne pourra avoir lieu sans être précédé d'une consultation des organisations professionnelles (art 2224-18 du CGCT) et par arrêté municipal.

Le remplacement des commerçants non sédentaires devra, dans ce cas, s'effectuer par ordre d'ancienneté des abonnés.

ARTICLE 6 - Obligations juridiques / Attestations

Documents professionnels obligatoires pour exercer une activité de vente au détail sur le domaine public. (foires, marchés, braderies et toute autre manifestation de vente au détail sur le domaine public couvert et découvert).

1/. Commerçants et artisans ayant un domicile fixe

- carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires (à valider tous les deux ans)
- Pour les débutants, pendant le 1^{er} mois seulement, le récépissé de déclaration délivré par la Préfecture (validité 1 mois).
- Le conjoint qui exerce de façon autonome doit être titulaire de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires.

Seuls sont dispensés de cette carte, les commerçants sédentaires, qui doivent obligatoirement avoir procédé à une adjonction de la mention : commerce non sédentaire sur leur registre de commerce sédentaire, souhaitant exercer leur activité également sur le domaine public de la commune.

2/. Commerçants et artisans sans domicile fixe

- livret spécial de circulation modèle « A » exclusivement à l'intérieur duquel le numéro de registre de commerce ou du répertoire des métiers doit être inscrit.

3/. Salariés exerçant de façon autonome

- photocopie certifiée par l'employeur de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires de celui-ci.

- Bulletin de salaire de moins de trois mois ou la photocopie de déclaration préalable d'embauche, certifiée par l'employeur pour le premier mois d'embauche.
- C.N.I ou carte de séjour pour les étrangers.

4/. Producteurs agricoles

- attestation du contrôleur des impôts de leur statut de producteurs agricoles exploitants

5/. Pêcheurs professionnels

- inscription au rôle d'équipage délivrée par les Affaires Maritimes.

6/. Etrangers chefs d'entreprise hors communauté européenne

- même document que le chef d'entreprise de nationalité française
- carte de résident ou carte de commerçant étranger, s'il y a lieu.

7/. Salariés étrangers hors communauté européenne exerçant de manière autonome.

- mêmes documents obligatoires que les salariés de nationalité française
- titre de séjour
- carte de travailleur étranger sauf dispense.

ARTICLE 7 – Condition d'exercice de l'activité

Toute personne qui n'aurait pas l'un des documents énoncés ci-dessus, ne peut légalement exercer une activité de vente sur le domaine dans le cadre des foires, marchés ou toutes manifestations de toutes appellations qui réunissent des personnes physiques ou morales se livrant à la vente de produits ou d'objets neufs ou usagés.

ARTICLE 8 – Assurances / Garanties

Chaque titulaire d'un emplacement (abonné ou volant) doit obligatoirement être garanti pour les accidents causés à des tiers par l'emploi de son matériel (assurance responsabilité civile professionnelle sur le domaine public).

Il doit justifier d'une assurance qui couvre au titre de l'exercice de sa profession et de l'occupation de l'emplacement, sa responsabilité professionnelles pour les dommages corporels et matériels causés à quiconque par lui-même, ses suppléants ou ses installations.

Une attestation annuelle ou en cours de validité sera produite à la constitution du dossier.

ARTICLE 9 – Sécurité & police du marché

La sécurité du marché est assurée par les agents de la Police Municipale et ou par les agents de la Police Nationale éventuellement requis.

Les propos ou comportements (cris, chants, gestes, micros et hauts parleurs, ...) de nature à troubler l'ordre public sont interdits conformément aux lois en vigueur.

Les allées de circulation et de dégagement réservées au passage des usagers seront laissées libres de façon constante. La circulation des véhicules y est interdite pendant les heures où la vente est autorisée.

Sont autorisés les camions magasins et les remorques magasins, dans les dimensions et poids autorisés par le Code de la Route et dont l'installation ne nuit pas au voisinage, le véhicule devant être installé à l'alignement de tous les bancs de vente.

ARTICLE 10 – Interdictions & obligations

Il est absolument interdit aux commerçants et leur personnel :

- de stationner, debout ou assis, dans les passages réservés au public.
- D'aller au devant des passants pour leur offrir leurs marchandises sur le chemin ou de les attirer par le bras ou les vêtements, près des étalages.
- De faire fonctionner tout appareil ou instrument destiné à faire du bruit, transmettre ou amplifier les sons.
- De disposer des étalages en saillie sur les passages ou d'une façon qui masquerait les étalages voisins dans la même allée. L'usage des rideaux de fond est seul autorisé, sauf le long des boutiques pour ne pas gêner les vitrines. Les barnums, parapluies et des étalages de marchandises devront être également placés de façon à ne pas masquer les vitrines.
- De suspendre des objets ou marchandises pouvant occasionner des accidents, comme de les placer dans les passages ou sur les toits des abris.
- Un intervalle de passage raisonnable entre les étalages de vente doit être aménagé.
- Aucun étalage ne sera placé le long ou en face d'une boutique ou magasin pour y vendre des marchandises ou denrées similaires à celles mises en vente dans ceux-ci.

ARTICLE 11 – Activités accessoires interdites

Tous les jeux de hasard ou d'argent, tels que loteries de poupées, vente de sachets de denrées ou marchandises contenant des billets ouvrant droit à une loterie sont interdits.

La mendicité sous toutes ses formes est interdite.

La distribution ou la vente des journaux, écrits ou imprimés quelconques est interdite à l'intérieur du marché, sauf dérogation spéciale.

La vente de revues ou illustrés périmés est autorisée.

ARTICLE 12 – Circulation sur le marché

Il est interdit de circuler dans les allées réservées au public avec des bicyclettes, voitures, exception faite pour les voitures et enfants ou de personnes handicapées et les chiens tenus en laisse.

Il est également interdit aux commerçants de circuler dans ces allées avec des paquets, caisses, fardeaux, comme d'utiliser pour transporter leurs marchandises ou matériels, des chariots ou voitures

ARTICLE 13– Règles d'installation

Les installations des commerçants devant les maisons ou boutiques devront toujours respecter les passages d'accès partout où la circulation n'est pas possible sur les trottoirs, entre les maisons et les installations du marché. Celles établies sur la chaussée devront respecter les alignements autorisés.

ARTICLE 14 – Information du public

Les personnes vendant des produits de leur exploitation devront placer, d'une façon apparente, au devant et/ou dessous de leurs marchandises, une pancarte rigide portant

en gros caractères le mot « PRODUCTEUR ». Cette pancarte ne devra être apposée que sur les étalages vendant uniquement leur production.

ARTICLE 15 – Définition du produit vendu

Seules les marchandises prévues au registre de commerce peuvent être mises en vente.

Seules les marchandises pour lesquelles, l'emplacement a été attribué peuvent être mises en vente.

La vente de marchandises non prévues dans l'attribution de l'emplacement est soumise à autorisation municipale.

ARTICLE 16 – Les vendeurs : démonstrateurs & posticheurs

Il est appelé « démonstrateur », le commerçant non sédentaire, passager, présentant sur le domaine public, un appareil ou un produit dont il explique le fonctionnement, en démontre l'utilisation et les avantages et en assure la vente.

Il est appelé « posticheur », le commerçant non sédentaire présentant sur le domaine public, des marchandises diverses vendues par lot ou à la pièce (lots de vaisselle, outillage, linge de maison, bijouteries, biscuiteries ...). Cette vente attractive est dite à la « postiche ».

Démonstrateurs et posticheurs sont soumis aux obligations des commerçants non sédentaires et du présent arrêté.

ARTICLE 17 – Objet du marché

La marché d'approvisionnement d'Ollioules a pour thème de proposer aux consommateurs des produits alimentaires et des produits manufacturés neufs.

Cependant en vertu de la Loi relative à la liberté du commerce et de l'un des principes généraux du Droit Administratif qui prévoit l'égalité des administrés devant les services publics et celle relative à l'accès au domaine public, il est illégal de se prévaloir du thème, selon lequel le marché d'approvisionnement est prévu pour la vente de produits et objets neufs, pour interdire l'accès à la vente d'occasion (fripe, brocante, ...) et inversement.

Les fripiers devront se conformer à l'Arrêté Ministériel du 25 avril 1995 relatif à l'information du consommateur, seules conditions de vente des articles textiles usagés ou d'occasion. Il sera réclamé un Certificat Sanitaire.

ARTICLE 18 – Hygiène et Propreté du marché.

➤ Hygiène

Tous les produits d'origine animale devront être commercialisés sous le régime de la chaîne du froid en respectant toutes les règles d'hygiène prévues par les lois et les règlements.

La vente de produits oléagineux (huile d'olive...) et autres produits alimentaires nécessite la mise en place d'une protection du sol par le commerçant.

L'étal et les récipients de présentation des poissonniers et des écailleurs doivent être aménagés de sorte que l'eau de fusion de la glace, ainsi que celle

utilisée pour leur activité, ne s'écoule dans les allées et sous les étalages voisins.

Enfin, afin de respecter les règles sanitaires, les marchands de bonbons avec animaux seront mis l'écart.

Il est interdit de tuer, saigner, plumer ou dépouiller des animaux sur le marché.

➤ Propreté

En fin de tenue du marché, les usagers doivent rassembler dans des sacs poubelles hermétiquement fermés tous déchets non recyclables. Ces sacs doivent être apportés dans la logette déchets située sous la place Jean Jaurès

Les déchets d'origine animale ne doivent pas être jetés sur le sol, mais déposés dans des emballages étanches.

Les emballages vides (caisses, cageots, cartons) doivent être vidés de tous déchets non recyclables.

Les cartons doivent être pliés et remis dans le silo Jean Jaurès sur le rebord prévu à cet effet.

Les cagettes doivent être vidées et regroupées pour faciliter la collecte par le service de nettoyage.

Le non-respect de cet article fera l'objet d'une amende.

ARTICLE 19 – Respect des dispositions du règlement

Le Maire est chargé de faire respecter les dispositions du présent règlement. Toute infraction au présent règlement sera sanctionnée par les mesures suivantes dûment motivées :

- premier constat d'infraction : mise en demeure ou avertissement,
- deuxième constat d'infraction : exclusion provisoire de l'emplacement pendant 1 mois,
- troisième constat d'infraction : exclusion du marché.

ARTICLE 20 - Tarification

L'application de la taxe de droit de place, fixée par délibération du Conseil Municipal, est faite au mètre linéaire. Tout mètre entamé est dû. Exemple : 7,10 ml correspond à 8 ml x 1.10 €

Elle comprend l'eau, l'électricité, le nettoyage de la place, l'enlèvement des ordures ménagères et le stationnement.

Sauf cas exceptionnel soumis à l'approbation de Monsieur le Maire, la perception de cette taxe de droit de place s'effectue sur place chaque jour de marché par le Régisseur Municipal.

ARTICLE 21 – Modalités de révision du tarif

La modification du montant de la taxe de droit de place pour l'occupation du domaine public perçue par la Municipalité ou des personnes physiques ou morales de toute nature juridique de droit privée à l'occasion du marché ou tout autre organisation de manifestation ayant pour objet la vente au public, sera précédée de la consultation préalable prévue à l'article L 2224-18 du G.C.T (avant d'être soumis à délibération du Conseil Municipal).

ARTICLE 22 – Arbitrage / Concertation/ Commission

Une Commission Mixte du marché, présidée par le Maire, qui a seul le pouvoir de décision, est créée.

Elle est composée de membres de la municipalité, des représentants des organisations nationales professionnelles des commerçants non sédentaires, des représentants du marché d'Ollioules (regroupés en association) et de l'association des commerçants du centre- ville.

La commission a pour objet de maintenir un dialogue permanent entre la Municipalité et les commerçants non sédentaires. Avant toute décision, seront discutées en commission, toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du marché et notamment :

- Création, transfert de marché,
- Modifications des horaires, dates, et lieux
- Montant des droits de place
- Attribution des places d'abonnés

* La Police Municipale est chargée de faire respecter le présent arrêté.